

Dina Zabaneh

Les effets du capitalisme imitatif sur l'intégration des femmes et des jeunes dans les marchés du travail du Maghreb

MECAM Papers | Number 12 | February 6, 2025 | <https://dx.doi.org/10.25673/118177> | ISSN: 2751-6482

Vers la fin du XXe siècle, les pays du Maghreb ont dû faire face aux conséquences de la libéralisation des marchés. Les réformes accompagnantes étaient supposées conduire à une diversification sectorielle accrue, une intégration mondiale, une augmentation des investissements, et une réduction du chômage, notamment parmi les femmes et les jeunes. Cependant, ce qui se manifeste aujourd'hui est une forme de « capitalisme imitatif » qui a entraîné une détérioration des conditions du marché du travail.

- L'analyse des marchés du travail au Maghreb révèle des lacunes systématiques qui ont entravé leur amélioration. La composition de ces marchés, les économies agraires des pays, les normes culturelles et l'évolution des secteurs publics respectifs ne correspondent pas aux exigences économiques pour que les réformes structurelles mises en œuvre depuis les années 1980 aient un effet positif.
- Cette situation reflète des tendances similaires à celles décrites dans la théorie du capitalisme imitatif de Raúl Prebisch, qui critique l'imposition des approches néolibérales en Amérique latine et permet d'identifier des structures qui expliquent le manque d'intégration des femmes et des jeunes dans le marché du travail.
- Les réformes néolibérales dans les pays du Maghreb ont abouti à une structure de capitalisme imitatif qui a entravé l'intégration des femmes et des jeunes, entraînant un accès limité aux emplois et aux opportunités éducatives, une aggravation de l'inégalité de genre, et un affaiblissement des droits de protection du travail.

CONTEXTE

Trente ans après leur lancement, les politiques néolibérales ont affaibli les marchés du travail des pays du Maghreb, entraînant des formes d'emploi imprévues et une détérioration des conditions de travail. Ces pays doivent réévaluer et renouveler les réformes du marché du travail avec des politiques mieux adaptées à leur situation actuelle, et intégrant une compréhension des structures économiques, politiques et sociales locales pour permettre une intégration durable, complète et équitable des femmes et des jeunes dans les marchés du travail.

APERÇU DU DÉVELOPPEMENT DES PAYS DU MAGHREB

Les pays du Maghreb – en l'occurrence l'Algérie, le Maroc et la Tunisie – comptent parmi les plus dynamiques de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord en matière de commerce mondial, de politiques du marché du travail et de mouvements féministes. Leurs fortes relations commerciales avec l'Union Européenne ont influencé de manière significative leurs économies (Fernández-Molina 2019). Ces pays ont également mieux réussi que d'autres pays méditerranéens arabes à mettre en œuvre des politiques actives du marché du travail, avec des approches novatrices en Tunisie (Banque Centrale de Tunisie 2023). En outre, des progrès ont été réalisés dans les mouvements féministes et les réformes juridiques et sociales, contrant les tendances patriarcales observées dans la région (Moghadam 2020).

A la fin des années 1980, les pays du Maghreb ont vécu des transitions marquées par des ajustements structurels et l'adoption de réformes néolibérales du marché du travail. Cette période a vu une réduction des dépenses publiques, une privatisation accrue et une libéralisation des échanges (Badawi et Harders 2017). Cependant, en fonction de leurs positions politiques, les pays ont vécu des réformes structurelles à des degrés divers (Aita 2008) : l'Algérie a été la moins touchée, en raison du contrôle rigide de l'Etat sur les secteurs cruciaux comme le pétrole et le gaz. En revanche, le Maroc s'est fortement engagé à mettre en œuvre les réformes, notamment par une privatisation et des investissements étrangers accrus, ce qui a entraîné une augmentation de la pauvreté et des inégalités dans les zones rurales. La Tunisie, quant à elle, a trouvé un meilleur équilibre économique et social en améliorant ses politiques sociales parallèlement aux réformes. Globalement, les réformes ont eu un effet négatif sur les marchés du travail, entraînant une diminution de la demande de main-d'œuvre et de la productivité, affectant particulièrement les femmes (Acker 2004). Elles ont également créé des obstacles majeurs à l'entrée des jeunes sur le marché du travail et contribué à la dégradation des conditions de travail (Fakih, Haimoun et Kassem 2020).

Au cours des dernières années, les trois pays ont été confrontés à deux chocs supplémentaires qui ont directement affecté leurs marchés du travail. Le premier a été le Printemps arabe, qui visait à offrir un avenir meilleur et un niveau de démocratie plus élevé, notamment pour les jeunes, mais qui a plutôt entraîné des bouleversements politiques et économiques. Ces bouleversements ont aggravé la situation des marchés du travail, augmentant l'informalité et provoquant la fermeture de petites entreprises (Charmes 2022). Les effets de la pandémie de COVID-19 ont encore aggravé le problème, notamment en ce qui concerne les performances économiques. La pandémie a perturbé le commerce, accru le chômage, intensifié les inégalités pour les groupes défavorisés et creusé davantage les déficits publics. En outre, elle a affaibli les secteurs du tourisme et des transports, ainsi que les exportations agricoles (Abouzzohour 2020).

LA SITUATION ALARMANTE DE L'EMPLOI POUR LES FEMMES ET LES JEUNES

Les multiples chocs subis par les pays du Maghreb ont eu un impact négatif sur les marchés du travail, en particulier pour les femmes et les jeunes. Même avant la pandémie de COVID-19, en 2019, le taux global de participation à la force de travail dans les trois pays était en moyenne de 41 %, avec des taux beaucoup plus bas pour les femmes (19 %) et les jeunes (26 %) (voir Tableau 1 et Figure 1).

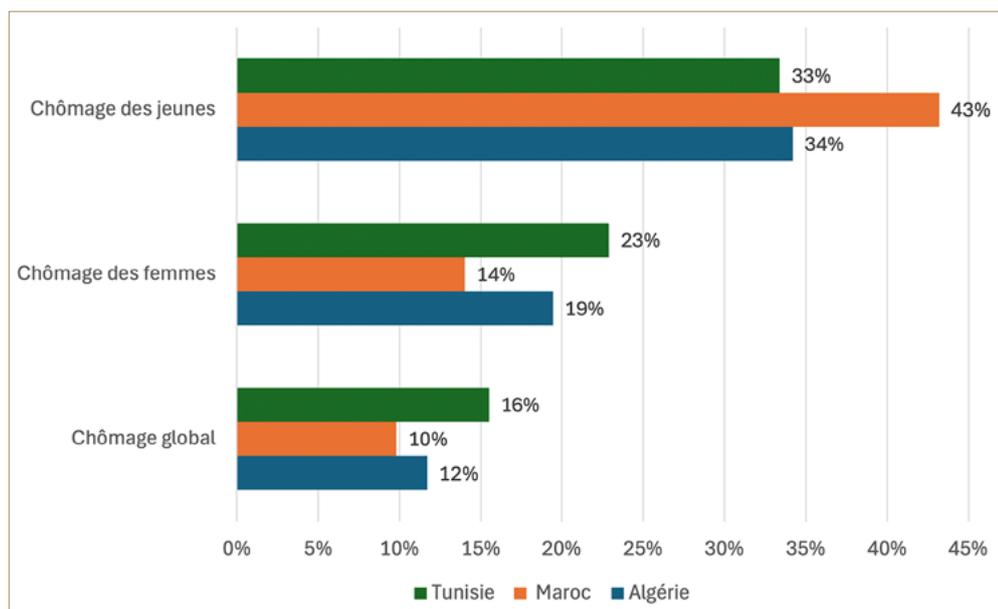
Le taux de chômage est également préoccupant, avec des taux d'environ 19 % pour les femmes et 37 % pour les jeunes. Les rapports montrent que de nombreux jeunes se tournent vers le marché informel pour trouver un emploi (Charmes 2022), les rendant non comptabilisés dans les statistiques officielles.

Tableau 1. Taux de participation à la force de travail pour certains pays du Maghreb en 2019

Pays	Taux de participation global à la force de travail	Taux de participation au travail des femmes	Taux de participation au travail des jeunes (15-24 ans)
Maroc	46 %	22 %	27 %
Tunisie	40 %	21 %	31 %
Algérie	37 %	13 %	20 %

Sources : Bank Al-Maghrib 2020 : 47-61 ; Banque Centrale de Tunisie 2023 : 39-41 ; National Bureau of Statistics 2021 : 11-19.

Figure 1. Taux de chômage pour certains pays du Maghreb en 2019



Sources : Voir Tableau 1.

Ce qui est encore plus préoccupant, c'est que les femmes et les jeunes qui ont trouvé un emploi formel se heurtent à de multiples obstacles à une pleine intégration sur le marché du travail et subissent des conditions très différentes de celles des hommes adultes. Ces obstacles incluent les inégalités de genre dans la législation, des opportunités de carrière limitées, des écarts de rémunération et un emploi informel très répandu.

LE CAPITALISME IMITATIF ET LES RÉFORMES STRUCTURELLES NÉOLIBÉRALES

Les pays du Maghreb ont connu des ajustements structurels profonds, en particulier à la fin des années 1980, en adoptant des réformes néolibérales du marché du travail influencées par le Consensus de Washington (Birdsall, De La Torre et Caicedo 2010). Ces réformes, initialement conçues pour des économies industrialisées à forte intensité de capital, ont été appliquées à des économies encore largement agricoles et à forte intensité de main-d'œuvre, avec des structures de marché du travail fragiles. La mise en œuvre de ces réformes dans les pays du Maghreb peut être considérée comme une forme de « capitalisme imitatif », car ces pays étaient contraints de copier et appliquer des lois et politiques du travail conçues en Occident pour des structures économiques très différentes.

Raúl Prebisch a présenté la théorie du capitalisme imitatif au milieu des années 1970 (Prebisch 1976). Cette théorie critique le capitalisme périphérique et analyse son échec en Amérique latine, en affirmant que les réformes de l'époque ne prenaient pas en compte

les circonstances spécifiques des économies en développement. La théorie du capitalisme imitatif reflète principalement le fait que les pays du Nord global ont tendance à utiliser les accords de libre-échange et la division internationale du travail pour obtenir des avantages économiques injustes et développer leurs industries aux dépens du Sud global (Prebisch 1976 : 62). En d'autres termes, les réformes économiques imposées et mises en œuvre dans le Sud global profitent aux efforts des grandes entreprises industrielles du Nord pour s'étendre vers le Sud et exploiter ses ressources, ses matières premières et sa main-d'œuvre. Dans les pays du Maghreb, des effets similaires ont été observés en raison de la mise en œuvre des réformes structurelles. Ces réformes ont conduit à une accélération de la déréglementation commerciale et à l'ouverture des frontières avant d'avoir atteint l'industrialisation et acquis des avantages compétitifs, poussant ainsi de nombreuses industries locales hors du marché (The World Bank 2004).

Les réformes structurelles peuvent être associées à deux indicateurs clés : la valeur ajoutée industrielle (VAI) et la valeur ajoutée manufacturière (VAM). La VAI englobe diverses activités économiques telles que la fabrication, l'extraction minière, la construction et les services publics, tandis que la VAM mesure spécifiquement la valeur ajoutée par le secteur manufacturier à l'économie. Les ajustements réalisés dans les années 1980 dans les pays du Maghreb étaient censés augmenter à la fois la VAI et la VAM, mais en réalité, ces indicateurs ont légèrement fluctué et ont même diminué relativement depuis cette période. En comparant leurs valeurs moyennes (en pourcentage du PIB) dans les pays du Maghreb aujourd'hui, elles sont similaires ou même inférieures aux mêmes indicateurs en Amérique latine lorsque la théorie de Prebisch a été formulée. Entre 1975 et 1977, ces indicateurs s'élevaient en moyenne à 34 % et 28 %, respectivement, dans certains pays d'Amérique latine (Brésil, Chili et Mexique). De 2019 à 2021, les mêmes indicateurs s'élevaient en moyenne à 23 % et 17 % dans les pays du Maghreb (selon les données du World Bank Group 2024). Ainsi, ces indicateurs fournissent une base de comparaison économique, même sur différentes périodes, et une référence pour extrapoler des prédictions théoriques. Cela signifie également que, bien qu'elle ait été développée il y a 50 ans, la théorie reste pertinente pour les pays du Maghreb aujourd'hui, avec de nombreuses similitudes entre les prédictions de la théorie du capitalisme imitatif pour l'Amérique latine et l'impact des réformes structurelles sur les pays du Maghreb.

Les réformes structurelles dans les pays du Maghreb ont également imposé des changements au niveau du marché du travail, dans le but d'accroître l'ouverture économique et de contrôler le budget fiscal (Badawi et Harders 2017). Ces réformes ont contribué au capitalisme imitatif, qui a empêché de prendre en compte les spécificités des structures du marché du travail propres à chaque pays. Par conséquent, évaluer les effets sur les marchés du travail en termes de capitalisme imitatif plutôt que de réformes néolibérales offre une vision plus concise et globale de la situation.

La théorie du capitalisme imitatif explique que la privatisation rapide et extensive qui accompagne les réformes structurelles entraîne une réduction des investissements de l'Etat dans la production et la création d'emplois, sans plan de substitution bien défini (Prebisch 1976 : 14). Par conséquent, les emplois disponibles dans le secteur public diminuent automatiquement, tandis que le secteur privé n'a pas la capacité de favoriser la création d'emplois. De manière similaire, dans les pays du Maghreb à la fin des années 1980, une diminution significative des dépenses publiques a directement réduit les niveaux d'emploi et les taux d'absorption dans le secteur public, entraînant une augmentation substantielle des taux de chômage (The World Bank 2004).

Les réformes structurelles ont donc lourdement pesé sur les pays du Maghreb. Même pendant les conditions économiques mondiales relativement stables des années 1980 aux années 2000, les conditions du marché du travail n'ont pas connu d'amélioration visible, et le chômage a continué d'augmenter (Badawi et Harders 2017). Selon Prebisch (1976 :

34), les pays peinent à se redresser après des ajustements structurels en raison du faible taux d'accumulation de capital, ainsi que de l'incapacité à réabsorber la main-d'œuvre ayant perdu son emploi, tant à cause de la contraction du secteur public que du déclin des activités agricoles résultant du déplacement des priorités et des investissements vers le secteur industriel. Ce phénomène est également visible aujourd'hui dans les pays du Maghreb, avec une transition de la main-d'œuvre vers des activités à faible productivité, en particulier dans le secteur tertiaire (Bank Al-Maghrib 2020).

En fin de compte, le capitalisme imitatif a infiltré les marchés du travail de plusieurs manières, notamment par les structures de marché néolibérales, une privatisation accélérée et des politiques et réglementations mal adaptées, ce qui a contribué à l'augmentation de l'informalité de l'emploi. La déréglementation a également affaibli les systèmes de protection sociale et découragé les travailleurs de chercher des emplois formels, laissant ainsi de nombreuses personnes exclues des statistiques du marché du travail, qui ne couvrent que le secteur formel. De plus, les politiques du marché du travail orientées vers l'industrie ont équipé la main-d'œuvre de compétences peu demandées, car le secteur industriel n'a pas connu une croissance suffisante pour favoriser la création d'emplois, ce qui a encore davantage orienté les travailleurs vers le marché informel. Bien que la théorie n'aborde pas directement l'impact du capitalisme imitatif sur l'intégration des femmes et des jeunes, une corrélation nette peut être établie entre les prédictions théoriques générales et l'effet direct qu'il a sur ces groupes défavorisés dans les pays du Maghreb.

DÉFAILLANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL : LE CAS DES FEMMES ET DES JEUNES

L' limitation du système capitaliste dans les pays du Sud global crée des contradictions et ne tient pas compte des réalités locales, entraînant des failles systématiques (Prebisch 1976). Elle néglige des éléments tels que l'économie informelle, le travail non rémunéré et les entreprises familiales, dans lesquels les femmes et les jeunes sont majoritairement impliqués. En raison des lacunes statistiques, il devient difficile de mesurer et d'évaluer avec précision la situation de ces deux groupes spécifiques, notamment dans des secteurs comme l'agriculture et les entreprises à domicile.

Les gouvernements des pays en développement sous le capitalisme imitatif n'ont pas encouragé de manière proactive la croissance économique (Prebisch 1976 : 20). De même, depuis l'adoption des réformes néolibérales, les gouvernements des pays du Maghreb se sont largement retirés de leurs rôles de pourvoyeurs, de régulateurs et de garants d'emplois. En revanche, ils se sont réorientés vers des politiques néolibérales pour s'aligner avec la mondialisation. Des politiques telles que la substitution des importations, la privatisation, la réduction du secteur public, l'industrialisation extensive et la diminution des investissements dans l'éducation (Aita 2008) ont affecté de manière disproportionnée les femmes, aggravant les inégalités de genre en termes d'accès à l'emploi, de salaires et d'opportunités éducatives (Acker 2004). La réduction du secteur public a eu un effet particulièrement négatif sur les femmes dans les pays du Maghreb, car elles ont tendance à privilégier ce secteur en raison des perceptions sociétales de sécurité et d'acceptabilité (Assaad et Barsoum 2019). Par conséquent, de nombreuses femmes ont perdu leur emploi et se sont tournées vers le marché informel. En outre, les réductions budgétaires des gouvernements ont encore diminué les opportunités pour les jeunes d'accéder au marché formel, prolongeant ainsi la transition de l'éducation à un emploi stable (Mazaheri et Monroe 2018).

Les réformes néolibérales ont également conduit à un gel des salaires dans le secteur public et n'ont pas permis d'assurer des augmentations substantielles des salaires réels dans le secteur privé (Aita 2008). En conséquence, le pouvoir d'achat des travailleurs a

diminué. Ce résultat est cohérent avec les effets du capitalisme imitatif, car la théorie avait prédit que, dans les années 1970, le blocage des salaires servirait de mécanisme de réduction de coûts pour les économies les plus industrialisées s'étendant vers le monde en développement afin de bénéficier d'économies d'échelle (Prebisch 1976). Compte tenu de la plus forte concentration de femmes dans le secteur public, leur pouvoir d'achat en particulier a considérablement diminué, et les emplois qu'elles ont obtenus correspondaient souvent moins à leur niveau d'éducation. De plus, l'absence d'augmentation des salaires dans le secteur privé a fortement affecté les nouveaux entrants sur le marché du travail, notamment les jeunes, rendant leurs conditions de vie encore plus précaires, notamment en raison de l'inflation.

La déréglementation du marché opérée pendant les ajustements structurels a également affaibli les institutions du marché du travail en privilégiant la libéralisation économique, ce qui a sapé les syndicats, la négociation collective et la législation sur la protection de l'emploi (Badawi et Harders 2017). Essentiellement, le système de réglementation affaibli a créé des barrières institutionnelles à l'accès au marché du travail, renforçant les inégalités de genre et augmentant la dépendance des femmes à l'égard des hommes. Pour les femmes, cela s'est traduit par des lois discriminatoires, des droits juridiques limités, des mécanismes de protection du travail insuffisants et un accès restreint aux ressources financières (Moghadam 2020). La déréglementation du marché a donc freiné les améliorations des lois du travail qui auraient pu les rendre plus inclusives et sensibles à la question du genre, notamment en matière de discrimination sur le lieu de travail. En outre, elle a créé un vide qui a été occupé par des normes culturelles et traditionnelles, lesquelles tendent à réduire le rôle des femmes à celui de femmes au foyer. Enfin, la législation du travail peu respectée ne s'applique qu'au marché du travail formel, ce qui entraîne un manque de droits et de conditions de travail décentes, en particulier pour les femmes et les jeunes, qui travaillent souvent dans le secteur informel (Agénor et El Aynaoui 2003).

En conclusion, l'adoption des réformes néolibérales dans les pays du Maghreb a conduit à une structure de capitalisme imitatif qui entrave l'intégration des femmes et des jeunes. Cela a entraîné des opportunités d'emploi limitées, l'aggravation des inégalités de genre, des opportunités éducatives restreintes et la détérioration des droits de protection des travailleurs pour ces groupes vulnérables et défavorisés. De plus, leur surreprésentation dans l'économie informelle signifie qu'ils travaillent dans des conditions précaires, sans travail décent, protection sociale ou possibilités de transition vers le marché formel. Il est essentiel de s'attaquer à ces problèmes et de surmonter les effets néfastes du capitalisme imitatif pour créer des marchés du travail plus équitables et inclusifs et améliorer les conditions de travail des femmes et des jeunes.

BIBLIOGRAPHIE

- Abouzzohour, Yasmina (2020), COVID-19 in the Maghreb : Responses and Impacts, in : Marc Lynch (éd.), *The COVID-19 Pandemic in the Middle East and North Africa*, [Washington, DC] : Project on Middle East Political Science (POMEPS), 51–54, https://pomeps.org/wp-content/uploads/2020/04/POMEPS_Studies_39_Web.pdf (07.10.2024).
- Acker, Joan (2004), Gender, Capitalism and Globalisation, in : *Critical Sociology*, 30, 1, 17–41.
- Aita, Samir (éd.) (2008), *Employment and Labor Law in the Arab Mediterranean Countries and the Euro-Mediterranean Partnership : Comparative Study*, Madrid : Fundación Paz y Solidaridad Serafín Aliaga de Comisiones Obreras, 1–82, <https://pazysolidaridad.ccoo.es/4c094b104b690c8ff01f9a79eb33a51000001.pdf> (17.04.2024).

- Agénor, Pierre Richard, et Karim Aynaoui (2003), *Labor Market Policies and Unemployment in Morocco : A Quantitative Analysis*, Policy Research Working Paper 3091, Washington, DC : The World Bank, <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/6d9ebde7-4cfo-5976-af67-3b6e81a95a9a> (17.04.2024).
- Assaad, Ragui, et Ghada Barsoum (2019), *Public Employment in the Middle East and North Africa*, IZA World of Labor, <https://wol.iza.org/articles/public-employment-in-the-middle-east-and-north-africa/long> (05.07.2024).
- Badawi, Ahmed, et Cilja Harders (2017), *Institutions and Labour Markets in the Southern Mediterranean Countries : A Survey of Egypt, Jordan, Morocco & Tunisia*, Euro-Mediterranean Network of Economic Studies, <https://euromed-economists.org/download/institutions-and-labour-markets-in-the-southern-mediterranean-countries-a-survey-of-egypt-jordan-morocco-tunisia/> (17.04.2024).
- Bank Al-Maghrib (2020), *Annual Report 2020, Presented to His Majesty the King*, Rabat, <https://www.bkam.ma/en/Publications-statistics-and-research/Institutional-publications/Annual-report-presented-to-his-majesty-the-king/Annual-report-2020> (17.04.2024).
- Banque Centrale de Tunisie (2023), *Annual Report 2022*, https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/RA_ang.pdf (17.04.2024).
- Birdsall, Nancy M., Augusto De La Torre et Felipe Valencia Caicedo (2010), *The Washington Consensus : Assessing a Damaged Brand*, Policy Research Working Paper 5316, Washington, DC : The World Bank, <http://documents.worldbank.org/curated/en/848411468156560921/The-Washington-consensus-assessing-a-damaged-brand> (17.04.2024).
- Charmes, Jacques (2022), The Gender Dimension of Informal Employment in the Maghreb Countries, in : *Revue d'études sur les institutions et le développement*, 7, 2, 9–34.
- Fakih, Ali, Nathir Haimoun et Mohamad Kassem (2020), Youth Unemployment, Gender and Institutions During Transition : Evidence from the Arab Spring, in : *Social Indicators Research*, 150, 1, 311–336.
- Fernández-Molina, Irene (2019), *Global Power Shifts, Rational Choice and Role Conflict : Explaining the Trajectories of the Central Maghreb Countries' EU Policies since 2011*, Papers IEMed : EuroMesco Series 39, Barcelona : European Institute of the Mediterranean, <https://www.euromesco.net/publication/global-power-shifts-rational-choice-and-role-conflict-explaining-the-trajectories-of-the-central-maghreb-countries-eu-policies-since-2011/> (05.07.2024).
- Mazaheri, Nimah, et Steve Monroe (2018), No Arab Bourgeoisie, No Democracy ? The Entrepreneurial Middle Class and Democratic Attitudes since the Arab Spring, in : *Comparative Politics*, 50, 4, 523–550.
- Moghadam, Valentine M. (2020), Gender Regimes in the Middle East and North Africa : The Power of Feminist Movements, in : *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 27, 3, 467–485.
- National Bureau of Statistics (2021), 2018–2016 الجزائر بالأرقام, نتائج [L'Algérie en chiffres, Résultats : 2016–2018], 49, Alger, <https://www.ons.dz/IMG/pdf/aqc2016-2018ed2021-ara.pdf> (17.04.2024).
- Prebisch, Raul (1976), A Critique of Peripheral Capitalism, in : *CEPAL Review*, 1, 9–76.
- The World Bank (2004), *Unlocking the Employment Potential in the Middle East and North Africa : Toward a New Social Contract*, Washington, DC : The World Bank, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/343121468753030506/pdf/288150PAPERoUnlockingoemployment.pdf> (17.04.2024).
- World Bank Group (2024), *DataBank : World Development Indicators*, <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators#> (28.06.2024).

À PROPOS DE L'AUTEURE

Dina Zabaneh est doctorante à la Philipps-Universität Marburg. Ses recherches portent sur les politiques et les relations de genre, avec un accent particulier sur les politiques sociales et du travail dans les pays arabes méditerranéens. Elle possède plus de sept ans d'expérience dans la gestion de projets de développement économique et humanitaires dans les pays arabes. Elle a également collaboré avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et a obtenu un master en économie financière à Kingston University London. En 2024, elle a effectué un court séjour de recherche en tant que Visiting Scholar au MECAM à Tunis, durant lequel elle a présenté et discuté un article sur les lacunes et les causalités sous-jacentes des réformes des politiques du marché du travail, de l'aide étrangère et des programmes locaux et internationaux dans les pays arabes méditerranéens.

E-mail : Zabaneh@staff.uni-marburg.de, dmzabaneh@gmail.com

IMPRINT

The MECAM Papers are an Open Access publication and can be read on the Internet and downloaded free of charge at: <https://mecam.tn/mecam-papers/>. MECAM Papers are long-term archived by MENALIB at: <https://www.menalib.de/en/vifa/menadoc>. According to the conditions of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International Public License, this publication may be freely reproduced and shared for non-commercial purposes only. The conditions include the accurate indication of the initial publication as a MECAM Paper and no changes in or abbreviation of texts.

MECAM Papers are published by MECAM, which is the Merian Centre for Advanced Studies in the Maghreb – a research centre for interdisciplinary research and academic exchange based in Tunis, Tunisia. Under its guiding theme “Imagining Futures – Dealing with Disparity,” MECAM promotes the internationalisation of research in the Humanities and Social Sciences across the Mediterranean. MECAM is a joint initiative of seven German and Tunisian universities as well as research institutions, and is funded by the German Federal Ministry of Education and Research (BMBF).

MECAM Papers are edited and published by MECAM. The views and opinions expressed are solely those of the authors and do not necessarily reflect those of the Centre itself. Authors alone are responsible for the content of their articles. MECAM and the authors cannot be held liable for any errors and omissions, or for any consequences arising from the use of the information provided.

Editor: Dr. habil. Steffen Wippel

Editorial Department: Petra Brandt

Translation from English into French: Dr. Asma Maaoui

Merian Centre for Advanced Study in the Maghreb (MECAM)

27, rue Florian, ISEAHT – Borj Zouara 1029 Tunis, Tunisia

<https://mecam.tn>

mecam-office@uni-marburg.de



ميكام
مركز ميربان
للدراسات المتقدمة
في المنطقة المغاربية



MECAM
Merian Centre
For Advanced Studies
In The Maghreb